

RAPPORT YÉMEN – STOP BOMBING

Le Yémen à l'épreuve des bombardements en zones urbaines : « un crime sanitaire long et silencieux »

Note aux rédactions :

Le rapport est placé sous embargo jusqu'au **vendredi 12 juin 6h.**

Lyon, le 10 juin 2020. Handicap International publie vendredi 12 juin un rapport sur les impacts des bombardements au Yémen. En s'appuyant sur 6 études de cas, dont celui du port de Hodeidah, le rapport « Condamnation à mort pour les civils : l'impact à long terme des armes explosives en zones peuplées au Yémen » dénonce « un crime sanitaire long et silencieux ».

L'exemple de la destruction du port de Hodeidah : l'impact des armes explosives sur la sécurité alimentaire au Yémen

Le rapport « Condamnation à mort pour les civils : l'impact à long terme des armes explosives en zones peuplées au Yémen » démontre avec des exemples concrets que la destruction d'infrastructures impacte durablement la vie quotidienne des civils. Ce rapport a été réalisé par les équipes de Handicap International entre janvier et mars 2020 grâce à des entretiens avec du personnel d'ONGs, d'agences des Nations Unies et différentes parties prenantes au Yémen.

Plus grand port du Yémen et point stratégique d'importations, puisqu'il permettait avant le conflit d'assurer **90% des besoins de la population en nourriture, médicaments et carburant, le port de Hodeidah est lourdement endommagé par des frappes aériennes en août 2015**. La destruction du port de Hodeidah, dont les tours de contrôle du port, les portiques principaux et plusieurs entrepôts ont été touchés, a réduit drastiquement la capacité du port à recevoir les importations essentielles à la population yéménite. **La réduction de la capacité portuaire a par ailleurs entraîné une augmentation des prix sur les biens alimentaires d'environ 28%**, une répercussion qui s'est abattue sur une population déjà en situation d'extrême pauvreté. Le blocus à Hodeidah et les années de conflits qui ont suivi n'ont fait qu'augmenter la difficulté pour le Yémen de recevoir des biens alimentaires et de santé essentiels à la population.

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org

Sabrina Montanvert

M. 06 60 97 09 38

M. s.montanvert@hi.org

L'exemple du port de Hodeidah démontre que **l'utilisation des armes explosives en zones urbaines met non seulement en jeu la sécurité alimentaire de la population yéménite, mais également leur sécurité sanitaire**, puisque le fonctionnement des installations sanitaires et médicales, ainsi que des transports de marchandises, sont entravés par la baisse d'importation de carburant.

« La destruction des infrastructures essentielles par les bombardements laisse le Yémen aux prises avec des épidémies comme le COVID-19. **Des populations entières - en particulier les personnes déplacées - sont extrêmement vulnérables et ont peu accès aux services de santé, d'eau et d'assainissement dont elles ont besoin pour se protéger contre le COVID-19.** » rappelle Alison Bottomley, responsable plaidoyer de Handicap International.

Bombardements massifs en zones peuplées : les souffrances programmées de générations de Yéménites

En 5 ans de conflits, le Yémen a été victime d'un grand nombre d'armes explosives - **missiles aériens, tirs d'artillerie, mortiers, engins explosifs improvisés**, etc - qui marqueront le pays et la population pendant des générations. Dans un pays où 24,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire¹, soit les trois quart de la population, l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact laisse des traces indélébiles sur les populations et les infrastructures du pays.

Entre 2015 et 2018 près de **16 300 personnes ont été tuées ou blessées par des armes explosives** dans le pays et environ **80 % d'entre elles étaient des civils**.

En 2018, **jusqu'à 600 infrastructures civiles ont été détruites ou endommagées par mois**². Par ailleurs, la moitié des installations médicales ne fonctionnent plus alors que l'on estime le nombre de personnes ayant besoin de soins de santé à 19,7 millions. Non seulement les armes explosives tuent et blessent des civils, mais elles condamnent également les populations à l'insécurité alimentaire, sanitaire et économique pendant des générations.

« Le bombardement des zones urbaines est **un crime sanitaire lent et silencieux : 50% des établissements de santé ne peuvent plus fonctionner, ce qui réduit de moitié la capacité médicale du pays**. Les infrastructures sanitaires du Yémen sont également anéanties par les bombardements répétés favorisant le retour des maladies liées à l'eau. » explique Alison Bottomley, responsable plaidoyer de Handicap International.

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org

Sabrina Montanvert

M. 06 60 97 09 38

M. s.montanvert@hi.org

Vers une Déclaration Politique forte contre l'usage des armes explosives au cœur des villes

Alors que la France dit vouloir être à l'avant-garde d'une meilleure protection des civils dans le monde, Handicap International souligne son silence suite à **l'appel conjoint du Secrétaire Général de l'ONU et du Directeur Général du CICR à ne plus utiliser d'armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplées**.

Handicap International, co-fondateur du Réseau international sur les armes explosives (INEW), **milite depuis 5 ans pour une Déclaration Politique des Etats visant à mettre fin**

¹ OCHA, 2019, Yemen Humanitarian Needs Overview, 4

² [Humanitarian Needs Overview](#)

à l'usage des armes explosives dans les villes. Les négociations pour une Déclaration politique ont débuté à Vienne les 1er et 2 octobre 2019. Ce processus diplomatique sera finalisé par une déclaration politique qui sera ouverte à l'approbation des Etats.

Handicap International appelle donc le gouvernement français à soutenir un texte ambitieux, conforme aux demandes du Secrétaire Général de l'ONU, du Comité International de la Croix Rouge et d'un grand nombre d'Etats et d'ONG.

Note aux rédactions

Le rapport sera rendu public **vendredi 12 juin de 11h à 12h30 EDT / 17h à 18h30 CET** lors d'un événement virtuel de l'ECOSOC organisé conjointement par le CICR, OCHA, HI et INEW et coparrainé par 8 États, sur les « conséquences humanitaires résultant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées ». Inscriptions obligatoires sous [ce lien](#).

Pour plus de renseignements sur l'événement merci de vous adresser à Audrey Janvier (a.janvier@hi.org / 06 98 65 63 94) ou Sabrina Montanvert (s.montanvert@hi.org / 06 60 97 09 38).

Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org

Sabrina Montanvert

M. 06 60 97 09 38

M. s.montanvert@hi.org